

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 719

[S-C — 27060]

19 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 30;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution;

Vu l'accord du Ministre du budget;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des affaires intérieures, chargé des pouvoirs locaux, des travaux subsidiés et de l'eau pour la Région wallonne et du Ministre de l'aménagement du territoire, de la recherche, des technologies et des relations extérieures pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « Ministre » : le ministre, membre de l'Exécutif régional wallon qui a l'eau dans ses attributions;

2° « Organisme d'épuration » : l'association de communes agréée par l'Exécutif régional wallon conformément aux articles 17 et 18 du décret régional wallon du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution.

3° « Administration de l'eau » : la division de l'eau - direction générale des ressources naturelles et de l'environnement du ministère de la Région wallonne.

4° « Administration des travaux subsidiés » : la division des travaux subsidiés - direction générale des pouvoirs locaux du ministère de la Région wallonne.

5° « Administration de l'aménagement du territoire » : la division de l'aménagement et de l'urbanisme, direction générale de l'aménagement du territoire et du logement du ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Le plan communal général d'égouttage est un dossier composé d'une carte hydrographique et d'un rapport relatif à ladite carte, qui peut recourir au support numérique.

Il couvre l'ensemble du territoire communal.

Il tient compte de l'incidence des parties des bassins hydrographiques extérieures au territoire communal sur les rejets situés sur le territoire communal.

Art. 3. La carte hydrographique répond aux conditions suivantes :

1° elle est constituée de feuilles à l'échelle 1/5000, avec orientation du nord cartographique vers le haut; elle peut faire l'objet d'agrandissements locaux destinés à en faciliter la lecture;

2° la carte est complétée par une carte générale d'assemblage au 1/25 000 couvrant tout le territoire communal;

3° le fond de plan est obtenu à partir des planchettes à l'échelle 1/10000 de l'Institut géographique national; il est reproduit en tons estompés;

4° les différentes feuilles, composant la carte hydrographique sont établies selon les normes NBN 510. E04-012 et NBN E04-013; la taille maximale des feuilles est celle du format A0.

5° les différents traits et légendes sont conformes aux dispositions représentées à l'annexe du présent arrêté.

La carte hydrographique comprend notamment :

1° les limites communales;

2° les limites des bassins et sous-bassins hydrographiques;

3° les cheminement des eaux de surface ordinaires et les voles artificielles d'écoulement avec indication de leur catégorie, de leur sens d'écoulement et des zones de protection des eaux de surface;

4° le tracé des égouts existants avec leurs sens d'écoulement;

5° les limites des zones de protection des eaux de surface représentées au plan de secteur et définies en application du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

6° les limites des zones de prise d'eau, des zones de prévention et des zones de surveillance, représentées au plan de secteur et définies en application du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables;

7° l'indication des zones d'habitat, des zones d'extension d'habitat, des zones industrielles, de zones de services, des zones de loisirs, des zones d'équipement communautaire et de services publics telles qu'elles figurent au plan de secteur en vigueur; en outre, si le plan de secteur fait mention de zones d'extension de l'industrie et de zones d'extension de loisirs avec séjour, celles-ci seront également indiquées;

8° la localisation avec repérage de renvoi au rapport visé à l'article 4 :

a) des stations de pompage, bassins d'orage et bassins de stockage d'eaux usées autres que ceux prévus au point 10°;

b) de tous les exutoires des égouts à maintenir;

c) d'autres éléments connus de l'autorité communale ou de l'auteur de projet et susceptibles d'avoir une incidence sur les décisions à prendre en matière d'épuration des eaux usées;

9° les zones faiblement habitées qui ne seront pas pourvues d'égout et qui feront l'objet d'une épuration individuelle ou collective;

10° l'implantation des ouvrages existants et prévus par l'organisme d'épuration assurant la collecte, le pompage et l'épuration des eaux usées;

11° un tracé de principe des égouts et des exutoires restant à réaliser en tenant compte des éléments définis aux points 1° à 10°, coordonnés et organisés en fonction de l'épuration des eaux usées.

Art. 4. Le rapport relatif à la carte hydrographique explicite et justifie les éléments repris sur la carte, les dispositions prévues et les options retenues.

Le rapport traite également des divers éléments particuliers non énumérés à l'article 3, connus de l'auteur de projet, susceptibles d'avoir une incidence sur les décisions à prendre en matière d'épuration des eaux usées, notamment les voûtements des cours d'eau, les dépôts d'immondices, les silos, les piscicultures et les zones de baignade.

Art. 5. Le plan communal général d'égouttage est établi par la commune ou sous sa responsabilité après consultation de l'organisme d'épuration et des gestionnaires des cours d'eau dans les ressorts desquels est situé le territoire concerné.

L'administration de l'eau communique à la commune qui en fait la demande les limites des zones visées à l'article 3, alinéa 2, 5° et 6°.

Une fois établi, le plan communal général d'égouttage est adressé à l'administration de l'eau qui le soumet pour avis à :

- 1° l'administration des travaux subsidiés,
 - 2° l'administration de l'aménagement du territoire,
 - 3° la direction générale de l'économie et de l'emploi si des zones industrielles sont concernées,
 - 4° l'organisme d'épuration et les gestionnaires des cours d'eau, sauf lorsque ceux-ci sont auteurs de projet.
- Ces administrations et organismes disposent d'un délai de trente jours pour faire part de leur avis à l'administration de l'eau.

L'avis des gestionnaires des cours d'eau porte principalement sur l'incidence hydraulique des rejets envisagés ou existants sur les cours d'eau récepteurs.

A défaut d'avis dans le délai prescrit, l'avis est réputé favorable.

Au terme du délai défini à l'alinéa 4, l'administration de l'eau dispose d'un délai de soixante jours pour faire part de ses remarques techniques à la commune concernée. Une copie de ces remarques techniques est transmise aux administrations et organismes visés sub 1° à 4°.

Art. 6. Le plan communal général d'égouttage, éventuellement remanié par la commune, accompagné des remarques techniques et avis visés à l'article 5 est ensuite transmis par la commune au Ministre.

Dès réception du dossier, le Ministre dispose de trente jours pour approuver ou refuser le plan communal général d'égouttage. La décision est motivée.

Un exemplaire du plan communal général d'égouttage approuvé est transmis à la commune, ainsi qu'aux administrations et organismes visés à l'article 5 alinéa 3.

Art. 7. Le plan communal général d'égouttage visé à l'article 6 doit être fourni par l'autorité communale au Ministre pour le 1er décembre 1994.

Le plan communal général d'égouttage a une durée de validité maximale de quinze ans.

Tout changement notable des données reprises dans le plan communal général d'égouttage entraîne l'introduction d'un nouveau dossier selon la procédure visée aux articles 5 et 6.

Les modifications mineures font l'objet d'une mise à jour de la carte hydrographique dans les six mois qui suivent le dépôt de chaque plan triennal des travaux communaux.

Dans ce cas, le dossier est réputé approuvé par le Ministre et la commune transmettra un exemplaire de la carte remise à jour à l'administration de l'eau, ainsi qu'aux administrations et organismes visés à l'article 5 alinéa 3.

Art. 8. § 1er. Sauf lorsqu'ils sont chargés par la commune d'établir, pour son compte, le plan communal général d'égouttage, les gestionnaires provinciaux des cours d'eau et les organismes d'épuration sont subventionnés pour les prestations visées à l'article 5.

§ 2. La subvention est calculée selon la formule suivante :

$$M = a + b \cdot S + c \cdot H$$

avec :

S = superficie de la zone communale représentée, exprimée en km²

H = nombre d'habitants de la zone concernée

M = subvention exprimée en francs belges, arrondie au millier de francs inférieur

§ 3. En ce qui concerne les organismes d'épuration, les coefficients valent :

a = 11 500 F/commune

b = 200 F/km²

c = 1,35 F/habitant

§ 4. En ce qui concerne les gestionnaires provinciaux des cours d'eau, les coefficients valent :

a = 3 000 F/commune

b = 70 F/km²

c = 0,45 F/habitant

§ 5. Dans les cas d'avis donnés lors des remises à jour visées à l'article 7 alinéa 3, les coefficients a définis aux paragraphes 2, 3 et 4 ci-avant ne sont plus pris en compte dans le calcul de la subvention.

Art. 9. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans généraux d'égouttage communaux est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 1991.

Art. 11. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 septembre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Économie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,
A. VAN der BIEST

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,
A. LIENARD

Annexe à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon
fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage

I. Légende des traits et symboles

| N° | Légende | Dénomination | Caractéristique des traits |
|----|---------|--|---|
| 1 | | Limite des communes | épaisseur : 0,7 mm |
| 2 | | Limite des bassins hydrographiques | diamètre : 5mm — espacement entre centres : 7 mm |
| 3 | | Limite des sous-bassins hydrographiques | diamètre : 3 mm — espacement entre centres : 4,5 mm |
| 4 | | Limite des zones de prévention | triangles équilatéraux — côté : 4 mm |
| 5 | | Limite des zones de surveillance et des zones de protection des eaux surface | triangles équilatéraux — côté : 4 mm espacement : 4 mm pointes dirigées vers l'intérieur de la zone |
| 6 | | Zones de prise d'eau | triangle équilatéral — côté : 4 mm |
| 7 | | Egout existant | trait continu fin — épaisseur : 0,35 mm |
| 8 | | Egout futur | trait interrompu fin — épaisseur : 0,35 mm |
| 9 | | Collecteur d'eaux usées existant | trait mixte fort — épaisseur : 1 mm |
| 10 | | Collecteur d'eaux usées futur | trait mixte fort à deux tirets courts épaisseur : 1 mm |
| 11 | | Rejet d'égout existant | trait continu fin — épaisseur : 0,35 mm |
| 12 | | Rejet d'égout futur | trait interrompu fin — épaisseur : 0,35 mm |
| 13 | | Déversoir d'orage existant | trait continu fin — épaisseur : 0,35 mm |
| 14 | | Déversoir d'orage futur | trait interrompu fin — épaisseur : 0,35 mm |
| 15 | | Station d'épuration existante | épaisseur : 1 mm dimensions à reprendre sur légende |
| 16 | | Station d'épuration future | |
| 17 | | Station de pompage existante | |
| 18 | | Station de pompage future | |
| 19 | | Bassin d'orage existant | diamètre : 2 mm — espacement entre centres 3,5 mm |
| 20 | | Bassin d'orage futur | |
| 21 | | Limite de zone faiblement habitée qui ne fera pas l'objet d'un égouttage | trait continu — épaisseur : 0,7 mm |
| 22 | | Cours d'eaux | |

II. Légende des zones

a) Zones représentées en ton gris clair uniforme

1.0. Zones d'habitat

1.2.1.1. Zones à forte densité

1.2.1.2. Zones à moyenne densité

1.2.1.3. Zones à faible densité

1.2.1.4. Parcs résidentiels

1.2.2. Zones d'habitat à caractère rural

1.2.3. Zones d'habitat d'intérêt culturel, historique et/ou esthétique.

b) Zones représentées en ton gris-clair hachuré à 45° vers le bas à droite — épaisseur des hachures : 5 mm.

1.1. Zones d'extension d'habitat

6.4.1. Zones d'extension d'habitat rural.

c) Zones représentées en ton gris-clair hachuré à 45° vers le bas à gauche — épaisseur des hachures : 5 mm.

5.0. Zones de loisirs

5.1. Zones de récréation

5.2. Zones de récréation et de séjour

6.1. Domaines militaires

6.2. Zones d'équipements communautaires et de services publics

6.4.4. Zones d'extension de loisirs avec séjour.

d) Zones représentées en ton gris foncé uniforme.

- 2.0. Zones industrielles
- 2.1. Zones d'industries polluantes
- 2.2. Zones d'industries de nature à perturber le milieu de vie
- 2.3. Zones artisanales ou zones de moyennes et petites entreprises
- 3.0. Zones de services
- 3.1. Zones destinées principalement à l'implantation d'entreprises commerciales de grande dimension
- 6.4.3. Zones d'industrie thermique

e) Zones représentées en ton gris foncé hachuré à 45° vers le bas à droite — épaisseur des hachures : 5 mm.

- 6.4.2. Zones d'extension de l'industrie.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,
A. VAN der BIEST

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,
A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 02 — 719

[S-C — 27089]

19. SEPTEMBER 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 36;

Aufgrund des Gutachtens des Beratenden Ausschusses für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezugsarbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region, und des Ministers der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° « Minister » : den Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört,

2° « Vereinigung für die Klärung » : die Vereinigung von Gemeinden, die gemäß den Artikeln 17 und 18 des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung von der Wallonischen Regionalexekutive anerkannt worden ist,

3° « Wasserverwaltung » : die Abteilung Wasser — Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region

4° « Verwaltung der bezugsarbeiten » : die Abteilung bezugsarbeiten — Generaldirektion der Lokalen Behörden des Ministeriums der Wallonischen Region

5° « Verwaltung der Raumordnung » : die Abteilung Raumordnung und Städtebau, Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens des Ministeriums der Wallonischen Region

Art. 2. Der allgemeine kommunale Entwässerungsplan ist eine Akte, die aus einer hydrographischen Karte und einem sich eventuell auf numerische Daten stützenden Bericht über besagte Karte besteht.

Er umfaßt das gesamte Gebiet der Gemeinde.

Er berücksichtigt die Belastung der Teile der außerhalb des Gemeindegebietes gelegenen Einzugsgebiete auf die auf dem Gemeindegebiet erfolgenden Ableitungen.

Art. 3. Die hydrographische Karte entspricht folgenden Bedingungen :

1° Sie besteht aus Blättern im Maßstab 1/5000, wobei der kartographische Norden nach oben gerichtet ist; darauf können Orte vergrößert werden, damit sie leichter zu lesen sind;

2° Die Karte wird durch eine allgemeine Übersichtskarte im Maßstab 1/25 000 ergänzt, die das gesamte Gemeindegebiet umfaßt;

3° Der Grund des Plans wird auf den im Maßstab 1/10 000 angefertigten Meßtischen des Nationalen Geographischen Instituts aufgenommen; er wird in verwischten Farbtönen wiedergegeben;

4° Die verschiedenen Blätter, die die hydrographische Karte bilden, werden gemäß den Normen NBN 510, NBN E04-012 und NBN E04-013 angefertigt; die Blätter haben das Höchstformat A0;

5° Die verschiedenen Striche und Legenden entsprechen den Bestimmungen der Anlage zum vorliegenden Erlaß.

Die hydrographische Karte umfaßt insbesondere :

- 1° die Grenzen der Gemeinden;
- 2° die Grenzen der Einzugsgebiete und -untergebiete;
- 3° den Verlauf des gewöhnlichen Oberflächenwassers und der künstlichen Abflüsse unter Angabe ihrer Kategorie, ihrer Abflußrichtung und der Schutzzonen für das Oberflächenwasser;
- 4° den Verlauf der bestehenden Abwasserkanäle mit ihrer Abflußrichtung;
- 5° die Grenzen der Schutzzonen für das Oberflächenwasser, die im Sektorenplan abgebildet sind und in Anwendung des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung festgelegt worden sind;
- 6° die Grenzen der Wasserentnahmezonen, der Präventivzonen und der Überwachungszonen, die im Sektorenplan abgebildet sind und in Anwendung des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser festgelegt worden sind;
- 7° die Angabe der Wohngebiete, der Wohnervartungsgebiete, der Industriegebiete, der Dienstleistungsgebiete, der Freizeitgebiete, der Gebiete für gemeinschaftliche Anlagen und öffentliche Dienststellen, so wie sie im geltenden Sektorenplan abgebildet sind; wenn der Sektorenplan ferner Industrieerwartungsgebiete und für Freizeitgestaltung mit Aufenthalt in Aussicht stehende Gebiete erwähnt, werden diese ebenfalls angegeben;
- 8° die mit einem Verweis auf den in Artikel 4 erwähnten Bericht angegebene Lokalisierung :
 - a) der Pumpwerke, Regenwasserrückhaltebecken, Abwasserspeicherbecken, die nicht in Nummer 10 vorgesehen sind;
 - b) aller Kanalisationsablässe, die beibehalten werden sollen;
 - c) anderer Elemente, die die Gemeindeverwaltung oder der Urheber des Projektes kennt und die sich auf die im Bereich der Abwasserreinigung zu fassenden Beschlüsse auswirken können;
- 9° die schwachbewohnten Gebiete, die nicht mit einer Kanalisation ausgerüstet werden und die den Gegenstand einer individuellen oder kollektiven Reinigung bilden werden;
- 10° den Standort der Anlagen, die bestehen und die von der Vereinigung für die Klärung vorgesehen worden sind, die die Abwässer sammelt, pumpt und reinigt;
- 11° einen grundsätzlichen Verlauf der Abwasserkanäle und der Ablässe, die noch errichtet werden müssen, wobei die in den Nummern 1 bis 10 definierten, auf die Abwasserreinigung abgestimmten und nach ihr gestalteten Elemente berücksichtigt werden.

Art. 4. Der Bericht über die hydrographische Karte erläutert und rechtfertigt die auf der Karte angegebenen Elemente, die vorgesehenen Vorkehrungen und die getroffenen Entscheidungen.

Der Bericht behandelt ebenfalls die verschiedenen besonderen Elemente, die nicht in Artikel 3 aufgezählt sind, die der Urheber des Projektes kennt und die sich auf die im Bereich der Abwasserreinigung zu fassenden Beschlüsse auswirken können, insbesondere die Wölbungen der Wasserläufe, die Mülldeponien, die Silos, die Fischzuchtbetriebe und die Badezonen.

Art. 5. Der allgemeine kommunale Entwässerungsplan wird von der Gemeinde oder unter ihrer Verantwortung nach Anhörung der Vereinigung für die Klärung und der Verwalter der Wasserläufe erstellt, in deren Zuständigkeitsbereich das betreffende Gebiet gelegen ist.

Die Wasserverwaltung teilt der Gemeinde die Grenzen der in Artikel 3 Absatz 2 Nrn. 5 und 6 erwähnten Zonen bzw. Gebiete auf Verlangen mit.

Sobald der allgemeine kommunale Entwässerungsplan erstellt ist, wird er der Wasserverwaltung übermittelt, die ihn :

- 1° der Verwaltung der bezuschusten Arbeiten;
- 2° der Verwaltung der Raumordnung;
- 3° der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung, wenn Industriezonen betroffen sind;
- 4° der Vereinigung für die Klärung und den Verwaltern der Wasserläufe, außer wenn diese Urheber des Projektes sind, zur Begutachtung vorlegt.

Diese Verwaltungen und Einrichtungen verfügen über eine Frist von dreißig Tagen, um der Wasserverwaltung ihr Gutachten zu übermitteln.

Das Gutachten der Verwalter der Wasserläufe betrifft hauptsächlich die wasserwirtschaftliche Auswirkung der geplanten oder bestehenden Ableitungen auf die Vorfluter.

Wenn kein Gutachten binnen der vorgeschriebenen Frist abgegeben worden ist, geht man davon aus, daß es günstig ist.

Nach Ablauf der in Absatz 4 bestimmten Frist verfügt die Wasserverwaltung über eine Frist von sechzig Tagen, um der betreffenden Gemeinde ihre technischen Bemerkungen mitzuteilen. Eine Abschrift dieser technischen Bemerkungen wird an die in den Nrn. 1 bis 4 erwähnten Verwaltungen und Vereinigungen weitergeleitet.

Art. 6. Die Gemeinde übermittelt dem Minister dann den eventuell abgeänderten allgemeinen kommunalen Entwässerungsplan mit den in Artikel 5 erwähnten technischen Bemerkungen und Gutachten.

Ab Empfang der Akte verfügt der Minister über dreißig Tage, um den allgemeinen kommunalen Entwässerungsplan zu genehmigen oder abzulehnen. Der Beschluß wird mit Gründen versehen.

Eine Ausfertigung des genehmigten allgemeinen kommunalen Entwässerungsplans wird der Gemeinde sowie den in Artikel 5 Absatz 3 erwähnten Verwaltungen und Einrichtungen übermittelt.

Art. 7. Die Gemeindebehörde muß dem Minister den in Artikel 6 erwähnten allgemeinen kommunalen Entwässerungsplan für den 1. Dezember 1994 vorlegen.

Der allgemeine kommunale Entwässerungsplan hat eine Gültigkeitsdauer von höchstens fünfzehn Jahren.

Wenn die im allgemeinen kommunalen Entwässerungsplan stehenden Angaben auf beachtliche Weise geändert werden, muß eine neue Akte gemäß dem in den Artikeln 5 und 6 erwähnten Verfahren eingereicht werden.

Wenn nebensächliche Änderungen vorgenommen werden, muß die hydrographische Karte binnen sechs Monaten nach der Einreichung jedes Dreijahresplans der Gemeindearbeiten fortgeschrieben werden.

In diesem Fall geht man davon aus, daß der Minister die Akte genehmigt hat, und die Gemeinde übermittelt der Wasserverwaltung sowie den in Artikel 5 Absatz 3 erwähnten Verwaltungen und Einrichtungen eine Ausfertigung der fortgeschriebenen Karte.

Art. 8. § 1er. Die Verwalter der Wasserläufe der Provinz und die Vereinigungen für die Klärung erhalten Zuschüsse für die in Artikel 5 erwähnten Leistungen, außer wenn sie von der Gemeinde beauftragt werden, den allgemeinen kommunalen Entwässerungsplan für ihre Rechnung zu erstellen.

§ 2. Der Zuschuß wird nach folgender Formel berechnet :

$$M = a + b.S + c.H$$

wobei :

S = in km² ausgedrückte Fläche der abgebildeten Gemeindezone

H = Anzahl Einwohner der betreffenden Zone

M = in Belgischen Franken ausgedrückter und auf den unteren Tausend Franken abgerundeter Zuschuß

§ 3. Für die Vereinigungen für die Klärung haben die Koeffizienten folgenden Wert :

a = 11 500 BF/Gemeinde

b = 200 BF/km²

c = 1,35 BF/Einwohner.

§ 4. Für die Verwalter der Wasserläufe der Provinz haben die Koeffizienten folgenden Wert :

a = 3 800 BF/Gemeinde

b = 70 BF/km²

c = 0,45 BF/Einwohner.

§ 5. In den Fällen, wo Gutachten bei Fortschreibungen im Sinne von Artikel 7 Absatz 3 abgegeben werden, werden die in den vorstehenden Paragraphen 2, 3 und 4 bestimmten Koeffizienten a nicht mehr bei der Berechnung des Zuschusses berücksichtigt.

Art. 9. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 zur Festlegung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne wird aufgehoben.

Art. 10. Vorliegender Erlaß tritt am 31. Dezember 1991 in Kraft.

Art. 11. Der Minister ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. September 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionale öffentlichen Dienst,
E. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
den Bezuschußten Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,
A. VAN der BIEST

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,
der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,
A. LIENARD

Anlage zum Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne

I. Legende der Striche und Symbole

| Nr. | Legende | Benennung | Merkmal der Striche |
|-----|---------|--|---|
| 1 | | Grenze der Gemeinden | Dicke : 0,7 mm |
| 2 | | Grenze der Einzugsgebiete | Durchmesser : 5 mm — Abstand zwischen den Mittelpunkten : 7 mm |
| 3 | | Grenze der Einzugsuntergebiete | Durchmesser : 3 mm — Abstand zwischen den Mittelpunkten : 4,5 mm |
| 4 | | Grenze der Präventivzonen | gleichseitiges Dreieck — Seite : 4 mm |
| 5 | | Grenze der Überwachungs- und der Schutzzonen für das Oberflächenwasser | gleichseitige Dreiecke — Seite : 4 mm Abstand : 4 mm auf das Innere der Zone gerichtete Spitzen |
| 6 | | Wasserentnahmezonen | gleichseitige Dreiecke — Seite : 4 mm |
| 7 | | bestehende Kanalisation | dünner kontinuierlicher Strich — Dicke : 0,35 mm |
| 8 | | zukünftige Kanalisation | feiner unterbrochener Strich — Dicke : 0,35 mm |
| 9 | | bestehender Abwassersammler | starker gemischter Strich — Dicke : 1 mm |
| 10 | | zukünftiger Abwassersammler | starker gemischter Strich mit zwei kurzen Strichen — Dicke : 1 mm |
| 11 | | bestehende Ableitung | feiner kontinuierlicher Strich — Dicke : 0,35 mm |
| 12 | | zukünftige Ableitung feiner unterbrochener Strich — Dicke : 0,35 mm | |
| 13 | | bestehender Regenauslaß | dünner kontinuierlicher Strich — Dicke : 0,35 mm |
| 14 | | zukünftiger Regenauslaß | dünner unterbrochener Strich — Dicke : 0,35 mm |
| 15 | | bestehende Kläranlage | |
| 16 | | zukünftige Kläranlage | |
| 17 | | bestehendes Pumpwerk | Dicke : 1 mm |
| 18 | | zukünftiges Pumpwerk | Größe auf der Legende angeben |
| 19 | | bestehendes Regenwasserrückhaltebecken | |
| 20 | | zukünftiges Regenwasserrückhaltebecken | |
| 21 | | Grenze der schwachbewohnten Gebiete, für die es keine Kanalisation geben | Durchmesser : 2 mm — Abstand zwischen den Mittelpunkten : 3,5 mm |
| 22 | | Wasserlauf | kontinuierlicher Strich — Dicke : 0,7 mm |

II. Legende der Gebiete

- a) Gebiete, die in gleichmäßigem hellgrauem Farbton abgebildet sind
- 1.0. Wohngebiete
 - 1.2.1.1. Gebiete mit großer Dichte
 - 1.2.1.2. Gebiete mit mittlerer Dichte
 - 1.2.1.3. Gebiete mit geringer Dichte
 - 1.2.1.4. Wohnparkanlagen
 - 1.2.2. Wohngebiete mit ländlichem Charakter
 - 1.2.3. Wohngebiete mit kulturellem, historischem und/oder ästhetischem Charakter
- b) Gebiete, die in 45° nach unten rechts schraffiertem hellgrauem Farbton abgebildet sind — Dicke der Schraffierungen : 5 mm
- 1.1. Wohnervartungsgebiete
 - 6.4.1. Ländliche Wohnervartungsgebiete
- c) Gebiete, die in 45° nach unten links schraffiertem hellgrauem Farbton abgebildet sind — Dicke der Schraffierungen : 5 mm
- 5.0. Freizeitgebiete
 - 5.1. Erholungsgebiete
 - 5.2. Gebiete für Erholungsaufenthalt
 - 6.1. Militärdomänen
 - 6.2. Gebiete für gemeinschaftliche Anlagen und öffentliche Dienststellen
 - 6.4.4. für Freizeitgestaltung mit Aufenthalt in Aussicht stehende Gebiete
- d) Gebiete, die in gleichmäßigem dunkelgrauem Farbton abgebildet sind
- 2.0. Industriegebiete
 - 2.1. Gebiete für verunreinigende Industrien
 - 2.2. Gebiete für Industrien, die die Umwelt gefährden können
 - 2.3. Gebiete für handwerkliche Betriebe oder Gebiete für mittlere und kleine Betriebe
 - 3.0. Dienstleistungsgebiete
 - 3.1. Gebiete, die hauptsächlich zur Niederlassung von größeren Handelsunternehmen bestimmt sind
 - 6.4.3. Gebiete für Thermalgewerbe
- e) Gebiete, die in 45° nach unten rechts schraffiertem dunkelgrauem Farbton abgebildet sind - Dicke der Schraffierungen : 5 mm
- 6.4.2. Industrieervartungsgebiete.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne beigelegt zu werden

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
den Bezugschüften Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,
A. VAN der BIEST

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,
der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region
A. LIENARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 719

[S-C — 27089]

19 SEPTEMBER 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging, inzonderheid op artikel 36;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Plaatselijke Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water voor het Waalse Gewest en van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën en Externe Betrekkingen voor het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « Minister » : de Minister, lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid het water behoort;

2° « Zuiveringsinstelling » : de vereniging van gemeenten erkend door de Waalse Gewestexecutieve overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen de vervuiling;

3° « Administration de l'eau » (Bestuur van het Water) : de « Division de l'Eau — direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Waterafdeling — Algemene Directie natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° « Administration des Travaux subsidiés » (Bestuur van de Gesubsidieerde Werken) : de « Division des Travaux subsidiés — direction générale des Pouvoirs locaux » (Afdeling Gesubsidieerde Werken — Algemene Directie van de Plaatselijke Besturen) van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° « Administration de l'Aménagement du Territoire » (Bestuur van Ruimtelijke Ordening) : de « Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme — direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement » (Afdeling Ruimtelijke Ordening en Stedebouw — Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting) van het Ministerie van het Waalse Gewest;

Art. 2. Het algemeen gemeentelijk afwateringsplan is een dossier samengesteld uit een hydrografische kaart en uit een verslag over voornoemde kaart, dat gebruik kan maken van een numerische drager.

Dit plan dekt het gehele grondgebied van de gemeente.

Het houdt rekening met de effecten van de gedeelten van hydrografische bekken die van het grondgebied van de gemeente niet deel uitmaken, op de lozingen gelegen op het grondgebied van de gemeente.

Art. 3. De hydrografische kaart voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° zij bestaat uit vellen op een schaal van 1/5 000 waarbij het kartografische Noorden naar boven georiënteerd is; zij kan plaatselijk vergroot worden ten einde het lezen ervan te vergemakkelijken;

2° de kaart is aangevuld met een algemene samenvoegingskaart op een schaal van 1/25 000 die het gehele grondgebied van de gemeente dekt;

3° de kern van het plan wordt verkregen op basis van meetafels van het National Geografisch Instituut op een schaal van 1/10 000; het is opgesteld in gedoezelde kleuren;

4° de verschillende vellen die de hydrografische kaart vormen, zijn opgesteld overeenkomstig de normen NBN 510, NBN E04-012 en NBN E04-013; de maximum formaat van de vellen is A0;

5° de verschillende strepen en legendes stemmen overeen met de bepalingen aangegeven in de bijlage van dit besluit.

De hydrografische kaart bevat met name :

1° de gemeentegrenzen;

2° de grenzen van de stroom- en deelstroomgebieden;

3° het sijpelen van het gewoon oppervlaktewater en de kunstmatige afstromingswegen met vermelding van hun categorie, hun afstromingsrichting en de beschermingsgebieden van het oppervlaktewater;

4° het tracé van de bestaande riolen met hun afstromingsrichting;

5° de grenzen van de beschermingsgebieden van het in het gewestplan aangegeven oppervlaktewater en bepaald met toepassing van het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging;

6° de grenzen van de in het gewestplan aangegeven waterwinnings-, voorkomings- en toezichtszones aangegeven en bepaald overeenkomstig het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van het water dat drinkbaar kan worden gemaakt;

7° de aanduiding van de woon-, woonuitbreidings-, dienstverlenings-, recreatiegebieden, de gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen zoals aangegeven in het geldende gewestplan; indien bovendien uitbreidingsgebieden van industrie en van recreatie met verblijfplaats in het gewestplan worden aangegeven, moeten die gebieden ook worden aangeduid;

8° de lokalisatie met merktekens van verwijzing naar het in artikel 4 bedoelde verslag van :

a) de andere pompstations, buffervijvers en opslagbekken van afvalwater dan die voorzien in punt 10°;

b) de te bewaren afvoerriolen;

c) de andere elementen bekend van de gemeentelijke overheid of van de ontwerper en die inzake zuivering van het afvalwater de te nemen beslissingen kunnen beïnvloeden;

9° de weinig bewoonde gebieden die niet met riolen uitgerust zullen worden en die het voorwerp van een individuele of gemeenschappelijke zuivering zullen zijn;

10° de implanting van de bestaande uitrustingen en van die voorzien door de zuiveringsinstelling die voor de verzameling, de pomping en de zuivering van het afvalwater zorgt;

11° het beginseltracé van de riolen en afvoerriolen die, rekening houdend met de in de punten 1° tot 10° bepaalde elementen welke gecoördineerd en georganiseerd worden in verband met de zuivering van het afvalwater, nog dienen te worden uitgevoerd;

Art. 4. Het verslag betreffende de hydrografische kaart expliciteert en verantwoordt de op de kaart aangegeven elementen, de voorziene bepalingen en de gekozen opties.

Het verslag behandelt ook verschillende bijzondere elementen, bekend van de ontwerper, maar die in artikel 3 niet vermeld worden, welke inzake zuivering van het afvalwater de te nemen beslissingen kunnen beïnvloeden, met name het overwelden van waterlopen, de stortplaatsen, de silo's, de visteelten en de badgebieden.

Art. 5. Het algemeen gemeentelijk afwateringsplan is opgesteld door de gemeente of onder haar verantwoordelijkheid na raadpleging van de zuiveringsinstelling en van de beheerders van de waterlopen van het ambtsgebied waarin het betrokken gebied gelegen is.

Het Bestuur van het Water deelt de grenzen van de in artikel 3, alinea 2, 5° en 6°, bedoelde gebieden mee aan de gemeenten die erom vragen.

Zodra het opgesteld is, wordt het algemeen gemeentelijk afwateringsplan naar het Bestuur van het Water verstuurd dat het op het advies van de volgende besturen en instellingen voorlegt :

1° het bestuur van de gesubsidieerde werken;

2° het bestuur van de ruimtelijke ordening;

3° de « direction générale de l'économie et de l'emploi » indien industriegebieden betrokken worden;

4° de zuiveringsinstelling en de beheerders van waterlopen, behalve wanneer zij ontwerpers zijn.

Die besturen en instellingen beschikken over een termijn van dertig dagen om hun adviezen aan het Bestuur van Waterstaat mede te delen.

Het advies van de beheerders van waterlopen heeft vooral betrekking op de hydraulische gevolgen op de waterlopen van de beoogde of bestaande lozingen.

Bij gebrek aan advies binnen de voorgeschreven termijn wordt het advies als gunstig beschouwd.

Na het vervallen van de in alinea 4 bepaalde termijn beschikt het Bestuur van het Water over een termijn van zestig dagen om zijn technische opmerkingen aan de betrokken gemeente bekend te maken. Een afschrift van die technische opmerkingen wordt medegegeerd aan de in de punten 1° tot 4° bedoelde besturen en instellingen.

Art. 6. Het algemeen gemeentelijk afwateringsplan eventueel gewijzigd door de gemeente en vergezeld van de in artikel 5 bedoelde technische opmerkingen en ondergetekende adviezen wordt daarna gericht door de gemeente aan de Minister.

Vanaf de ontvangst van het dossier beschikt de Minister over dertig dagen om het algemeen gemeentelijk afwateringsplan goed te keuren of te weigeren. De beslissing moet met redenen worden omkleed.

Een exemplaar van het goedgekeurd algemeen gemeentelijk afwateringsplan wordt gericht aan de gemeente alsmede aan de in artikel 5, alinea 3, bedoelde besturen en instellingen.

Art. 7. De gemeentelijke overheid moet het in artikel 6 bedoelde algemeen gemeentelijk afwateringsplan uiterlijk vóór 1 december 1994 aan de Minister mededelen.

Het algemeen gemeentelijk afwateringsplan heeft een geldigheidsduur van maximum vijftien jaar.

Elke belangrijke wijziging van de in het algemeen gemeentelijk afwateringsplan opgenomen gegevens heeft de indiening van een nieuw dossier tot gevolg overeenkomstig de in de artikelen 5 en 6 bedoelde procedure.

De minder belangrijke wijzigingen zijn het voorwerp het bijhouden van de hydrografische kaart binnen zes maanden na de indiening van elk driejarenplan van gemeentelijke werken.

In dit geval wordt het dossier als goedgekeurd beschouwd door de Minister en de gemeente moet een exemplaar van de bijgehouden kaart aan het Bestuur van het Water, alsmede aan de in artikel 5, alinea 3, bedoelde besturen en instellingen mededelen.

Art. 8. § 1. Behalve wanneer de gemeente ze voor haar rekening belast met het opstellen van het algemeen gemeentelijk afwateringsplan, krijgen de provinciale beheerders van waterlopen en de zuiveringsinstellingen toelagen voor de in artikel 5 bedoelde prestaties.

§ 2. De subsidie wordt berekend overeenkomstig de volgende formule :

$$M = a + bS + c.H$$

waarin

S = oppervlakte in km² van het aangegeven gemeentelijke gebied;

H = aantal inwoners van het betrokken gebied

M = toelage uitgedrukt in Belgische frank, op duizend frank naar beneden afgerond.

§ 3. Wat de zuiveringsinstellingen betreft gelden de coëfficiënten :

a = 11 500 Fr/gemeente

b = 200 Fr/km²

c = 1,35 Fr/inwoner

§ 4. Wat de provinciale beheerders van waterlopen betreft, gelden de coëfficiënten :

a = 3 800 Fr/gemeente

b = 70 Fr/km²

c = 0,45 Fr/inwoner

§ 5. In geval van adviezen gegeven bij het in artikel 7, alinea 3, bedoelde bijhouden, komen de in voornoemde §§ 2, 3 en 4 bepaalde coëfficiënten a niet meer in aanmerking voor de berekening van de subsidie.

Art. 9. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 november 1987 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 31 december 1991.

Art. 11. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 september 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Plaatselijke Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water voor het Waalse Gewest,

A. VAN der BIEST

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Nieuwe Technologieën
en Externe Betrekkingen voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

Bijlage aan het besluit van de Waalse Gewestexecutieve
tot vaststelling van de regels voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen

I. Legende van de strepen en symbolen

| Nr. | Legende | Benaming | Kenmerk van de strepen |
|-----|---------|--|--|
| 1 | | Grenzen van de gemeenten | dikte : 0,7 mm |
| 2 | | Grenzen van de stroomgebieden | doorsnede : 5 mm — afstand tussen centra : 7 mm |
| 3 | | Grenzen van de deelstroomgebieden | doorsnede : 3 mm — afstand tussen centra : 4,5 mm |
| 4 | | Grenzen van de voorkomingsgebieden | gelijkzijdige driehoeken — zijde : 4 mm |
| 5 | | Grenzen van de toezichts- en beschermingsgebieden van het oppervlaktewater | gelijkzijdige driehoeken — zijde : 4 mm afstand : 4 mm punten georiënteerd naar de binnenkant van het gebied |
| 6 | | Waterwinningsgebieden | gelijkzijdige driehoek — zijde : 4 mm |
| 7 | | Bestaande riolering | fijne getrokken lijn — dikte : 0,35 mm |
| 8 | | Toekomstige riolering | fijne streeplijn — dikte : 0,35 mm |
| 9 | | Bestaande verzamelleiding van afvalwater | dikke streeppuntlijn — dikte : 1 mm |
| 10 | | Toekomstige verzamelleiding van afvalwater | dikke streeppuntlijn met twee korte strepen — dikte : 1 mm |
| 11 | | Lozing van bestaande riool | fijne getrokken streep — dikte : 0,35 mm |
| 12 | | Lozing van toekomstige riool | fijne streeplijn — dikte : 0,35 mm |
| 13 | | Bestaande onweeroverlaat | fijne getrokken streep — dikte : 0,35 mm |
| 14 | | Toekomstige onweeroverlaat | fijne streeplijn — dikte : 0,35 mm |
| 15 | | Bestaand zuiveringstation | dikte : 1 mm |
| 16 | | Toekomstig zuiveringsstation | |
| 17 | | Bestaand pompstation | |
| 18 | | Toekomstig pompstation | |
| 19 | | Bestaande buffervijver | doorsnede : 2 mm — afstand tussen centra : 3,5 mm dikte : 1 mm |
| 20 | | Toekomstige buffervijver | |
| 21 | | Grenzen van weinig bewoond gebied die niet het voorwerp zal zijn van afwateringswerken | streeplijn — dikte : 0,7 mm |
| 22 | | Waterlopen | |

II. Legende van de gebieden

a) Gebieden aangegeven in eenvormig licht grijs

1.0. Woongebieden

1.2.1.1. Gebieden met grote dichtheid

1.2.1.2. Gebieden met middelgrote dichtheid

1.2.1.3. Gebieden met geringe dichtheid

1.2.1.4. Woonparken

1.2.2. Woongebieden met een landelijk karakter

1.2.3. Woongebieden van culturele, historische en/of esthetische waarde

b) Gebieden aangegeven in licht grijs, rechts naar beneden op 45° gearceerd, — dikte van de arceringen : 5 mm

1.1. Woonuitbreidingsgebieden

6.4.1. Landelijke uitbreidingswoongebieden

c) Gebieden aangegeven in licht grijs, links naar beneden op 45° gearceerd, — dikte van de arceringen : 5 mm

5.0. Recreatiegebieden

5.1. Gebieden voor dagrecreatie

5.2. Gebieden voor verblijfrecreatie

6.1. Militaire domeinen

6.2. Gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen

6.4.4. Uitbreidingen van gebieden voor verblijfrecreatie

d) Gebieden aangegeven in eenvormig donker grijs

2.0. Industriegebieden

2.1. Gebieden voor vervuillende industrieën

2.2. Gebieden voor milieubelastende industrieën

2.3. Gebieden voor ambachtelijke bedrijven of gebieden voor kleine en middelgrote ondernemingen

3.0. Dienstverleningsgebieden

3.1. Gebieden hoofdzakelijk bestemd voor de vestiging van grootwinkelbedrijven

6.4. Gebieden voor de vestiging van thermale industrieën

e) Gebieden aangegeven in donker grijs, rechts naar boven op 45° gearceerd — dikte van de arceringen : 5 mm

6.4.2. Uitbreidingen van industriegebieden

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Nieuwe Technologieën
en Buitenlandse Betrekkingen voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRÊTÉS

DIENTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Kabinet van de Vice-Eerste Minister
en Minister van Institutionele Hervormingen

Ontslag

Bij koninklijk besluit van 20 januari 1992, dat uitwerking heeft met ingang van 31 december 1991, 's avonds, wordt, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn functies van kabinetschef van de Vice-Eerste Minister en Minister van Institutionele hervormingen verleend aan de heer Bovy, G.

Benoeming

Bij koninklijk besluit van 6 januari 1992, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1992, wordt de heer Stalport, J.-L., benoemd tot kabinetschef van de Vice-Eerste Minister en Minister van Institutionele hervormingen.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Cabinet du Vice-Premier Ministre
et Ministre des Réformes institutionnelles

Démission

Par arrêté royal du 20 janvier 1992, qui produit ses effets le 31 décembre 1991, au soir, démission honorable de ses fonctions de chef de cabinet du Vice-Premier Ministre et Ministre des Réformes institutionnelles, est accordée, à sa demande, à M. Bovy, G.

Nomination

Par arrêté royal du 6 janvier 1992, qui produit ses effets le 1er janvier 1992, M. Stalport, J.-L., est nommé chef de cabinet du Vice-Premier Ministre et Ministre des Réformes institutionnelles.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 11 februari 1992 is de aanwijzing van de heer Vanlaethem, J., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Namen, tot het ambt van jeugdrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van vijf jaar met ingang van 9 maart 1992.

Hij blijft gemachtigd zitting te nemen in de kamers voor burgerlijke zaken van deze rechtbank.

Bij ministeriële besluiten van 21 februari 1992 :

— blijft aan Mevr. Robaye, E., eerstaanwezend opsteller bij de griffie van het hof van beroep te Luik, opdracht gegeven om vanaf 1 februari 1992 tijdelijk het ambt van klerk-griffier bij dit hof te vervullen;

— is aan Mej. Hermant, B., klerk-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, opdracht gegeven om haar ambt bij het parket van het hof van beroep te Brussel te vervullen.

Bij ministerieel besluit van 24 februari 1992 is aan de heer Lauwerys, C., voorlopig benoemd beambte bij de griffie van het vrederegerecht van het eerste kanton Brussel, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van klerk-griffier bij het vrederegerecht van dit kanton te vervullen.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 11 février 1992, la désignation de M. Vanlaethem, J., juge au tribunal de première instance de Namur, aux fonctions de juge de la jeunesse à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de cinq ans prenant cours le 9 mars 1992.

Il reste autorisé à siéger aux chambres civiles de ce tribunal.

Par arrêtés ministériels du 21 février 1992 :

— Mme Robaye, E., rédacteur principal au greffe de la cour d'appel de Liège, reste déléguée temporairement aux fonctions de commis-greffier à cette cour à partir du 1^{er} février 1992;

— Mlle Hermant, B., commis-secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles, est déléguée en la même qualité au parquet de la cour d'appel de Bruxelles.

Par arrêté ministériel du 24 février 1992, M. Lauwerys, C., employé à titre provisoire au greffe de la justice de paix du premier canton de Bruxelles, est délégué temporairement aux fonctions de commis-greffier à la justice de paix de ce canton.